

CIBLE

Portugal

En mars, le Parlement chypriote avait bloqué le premier plan des eurocrates et évité une taxation générale des dépôts. Cette victoire n'évitera pas aux Chypriotes de subir les diktats de la Troïka mais elle reste dans les mémoires comme premier exemple d'une résistance possible.

En avril, c'est la Cour constitutionnelle du Portugal qui décide de rejeter plusieurs mesures budgétaires prévues par le plan d'austérité : la suppression du quatorzième mois de salaire versé aux fonctionnaires et un prélèvement sur les allocations de chômage et de maladie ont été jugés contraires à la Loi fondamentale. C'est une défaite pour la Troïka, qui souligne l'échec d'un plan de « sauvetage » qui a provoqué une récession de 1,9 % en 2012 et un taux de chômage de 17 %.

Le gouvernement portugais se trouve pris au piège. S'il ne prend pas de nouvelles mesures d'austérité, il empruntera à des taux plus élevés et la dette publique s'alourdira. S'il impose à une population déjà appauvrie de nouveaux sacrifices, une nouvelle vague de colère s'abattra sur lui.

La sortie de l'euro lui permettrait d'échapper à cette contradiction redoutable.

EUROPE

Face au problème allemand

Syndicats

**Têtes
nouvelles**

p. 4

Balkans

**L'idée
yougoslave**

p. 6-7

Historiens, pas histrions...

Il est de mode, dans notre beau pays, de se jeter des anathèmes au visage. Lorant Deutsch et Stéphane Bern en sont actuellement victimes, comme bien d'autres avant eux. Vieille rengaine, critiques jalouses et haineuses. Les contempteurs sont-ils si bien placés pour s'y livrer ?

Faute d'apporter de réelles nouveautés dans les idées et dans les méthodes, quelques historiens s'en prennent à des auteurs à succès en leur reprochant tour à tour leurs manières de travailler, la qualité de ce même travail et surtout une sorte de présupposé idéologique blâmable. Lisez : présupposé idéologique qui n'est pas le leur. Outre qu'ils feraient mieux de faire retrouver à l'historiographie française le premier rang qu'ils lui ont fait perdre, leurs critiques ne sentent guère la rose.

Le procédé est vieux comme l'histoire elle-même. Beaucoup d'historiens, réputés *amateurs*, déplaisent. En son temps G. Lenotre était déjà en butte aux attaques fielleuses visant à le déconsidérer. Le livre de Lorant Deutsch a un succès auquel même son auteur ne s'attendait pas. Voilà le premier crime. Beaucoup d'historiens professionnels ne rêvent même pas de si gros tirages, ils préfèrent écrire

pour complaire à des coteries. On peut reprocher beaucoup de choses à *Métronome*, on peut contester certains faits et certaines analyses mais on doit lui reconnaître parmi d'autres qualités, une qui est essentielle. Lorant Deutsch est, au même titre que Stéphane Bern, un conteur hors pair. Il parvient avec intelligence, gentillesse et aisance à faire aimer sa matière comme bien peu savent le faire. Ils amènent à l'histoire et nos historiens devraient les en féliciter.

Venons-en au fait. Plusieurs historiens, relayés par des politiques, reprochent aux deux précités d'être royalistes. Le grand crime que voilà ! Non seulement ils se feraient les hagiographes sans retenue des rois de France - mon Dieu quelle horreur ! - mais en outre, ils mépriseraient le peuple. C'en est trop et il convient de faire taire les coupables, si possible à jamais. De plus, Deutsch s'est commis avec l'insupportable - et cela c'est vrai -

Buisson, conseiller très droitier de Nicolas Sarkozy et auteur de la droitisation de l'UMP. On peut lui reprocher une certaine légèreté. Il s'agissait en l'occurrence d'un ouvrage *Le Paris de Céline*, auteur dont on peut aimer le style mais parfaitement haïr la personnalité et les inclinations politiques, et, de fait, Deutsch et Buisson ne l'apprécient pas pour les mêmes raisons. Il est intolérable d'assimiler politiquement Lorant Deutsch qui ne cache pas son « royalisme de gauche » à ce maurassien ranci de Buisson.

De plus, dans un entretien Alexis Corbière, proche de Mélenchon, lui reproche son hostilité à la République (1). Alors... cher Alexis, si tu - on peut se tutoyer, je t'ai bien connu dans une autre vie - lis ces lignes voilà un petit commentaire que tu peux faire passer à ton patron et à tes amis. Les royalistes que nous sommes : Stéphane Bern, Lorant Deutsch, et nous les gens de la NAR, ne sommes pas hostiles à la République -

notre bien commun - *res publica*.

Monsieur Mélenchon et ses séides feraient bien de revoir leur histoire. Les discours du chef du Parti de Gauche sont truffés d'inexactitudes et d'interprétations dont certaines prêteraient volontiers à rire...

Je n'en retiens qu'une : Robespierre. Les mentions du maître de la Terreur sont nombreuses dans la bouche de notre tribun. Manque de chance pour un ennemi du libéralisme, Robespierre en était un. Il suffit pour s'en convaincre, de relire son intervention à la Convention lors du débat sur le maximum des prix qu'il rejetait comme contraire « à la liberté économique » sic ! De la même façon, pourrait-il m'expliquer pourquoi la sœur de « l'incorruptible », Charlotte, fut pensionnée jusqu'à sa mort en 1834, par **tous** les gouvernements depuis Bonaparte ? Les faits historiques sont à manier avec exactitude et précaution. Faute d'être capable d'apporter quelque chose sur le plan des idées et de la politique, il devient pratique de manier l'injure pour occuper le terrain.

Au-delà de l'aspect politique, les apports faits à l'historiographie par des non-professionnels ont souvent été de première importance, j'en veux pour exemple celui de l'immense Philippe Ariès ou celui de Christian Settipani, au départ ingénieur en informatique spécialiste de généalogie médiévale, aujourd'hui reconnu sur toute la planète. Et combien d'autres, ne leur en déplaise...

Pascal BEAUCHER

(1) Voir <http://bibliobs.nouvel-obs.com/essais/20120720.OBS7852/lorant-deutsch-le-paris-de-la-discorde.html>

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Historiens, pas histrions... - p.3 : Elites en capilotade - p.4 : Les têtes changent - p.5 : Un nouveau directoire mondial ? - p.6/7 : Toujours l'idée yougoslave - p.8 : Sinologie américaine - L'histoire commence en fin - p.9 : L'humanité illégitime ? - p.10 : Romney - Marie-Antoinette - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Le problème allemand.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €)

☐ six mois (30 €)

☐ un an (50 €)

☐ soutien (120 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Élites en capilotade

Il y a les affaires qui s'accumulent et qui jettent un discrédit général sur le milieu dirigeant. N'oublions pas cependant l'échec économique du gouvernement qui l'obligera bientôt à renoncer à ses dernières promesses.

Oui c'est terrible, ce Cahuzac qui est mis en examen pour blanchiment de fraude fiscale alors que, ministre, il était chargé de lutter contre la fraude. Le 2 avril, l'aveu a provoqué une telle émotion qu'on a oublié, dans les médias, de s'intéresser au cas de Jean-Noël Guérini, placé en garde à vue le même jour puis conduit à l'hôpital à cause d'un malaise : le sénateur socialiste, dont l'immunité parlementaire a été levée, n'a toujours pas été exclu du Parti socialiste.

À Paris, à Marseille, ils attendent toujours d'être dans la catastrophe pour exprimer leur stupéfaction et leur chagrin. Ils ne savaient pas que Cahuzac était perdu de réputation depuis 1992 ? Ils ne savaient pas que Jean-Noël Guérini est hautement suspect ? Ce qui étonne, c'est que Jean-François Copé et quelques autres chefaillons de la droite s'avancent vers les micros comme s'ils étaient vêtus de probité candide. Ils seront eux aussi rattrapés par leurs compromissions et leurs malversations et bientôt on se repassera en boucle leurs vertueuses déclamations. Le piège se referme, très vite, et le discrédit des oligarques augmente de jour en jour. Discrédit ? Bientôt ce sera la haine pour ceux qui demandent des sacrifices et s'en mettent plein les poches.

Du coup, il faut prendre très au sérieux l'hypothèse d'une

crise de régime que Jacques Sapir a été le premier à formuler. Observons, sans aucun plaisir, les ferments de la tragédie qui se dessine :

François Hollande s'est laissé emporter par la logique du quinquennat : il se comporte comme un Premier ministre et prend des coups qui devraient être réservés à Jean-Marc Ayrault. Le président de la République est devenu, en moins d'un an, un personnage fragile - un homme seul qui ne peut même plus se promener tranquillement dans les rues de Tulle.

Le gouvernement ? Sur la scène, ce sont des ombres qui passent en récitant des *éléments de langage*. Parfois, un projecteur accroche un personnage. Voici Pierre Moscovici, soupçonné d'avoir protégé Cahuzac. Voici Arnaud Montebourg, naguère espoir d'une nouvelle gauche, qui annonce que l'État va vendre des participations dans le vain espoir d'équilibrer le budget.

Un remaniement ? Mais avec qui ? Quoi qu'on puisse en penser, Martine Aubry, Ségolène Royal et quelques réservistes de la période Jospin dont j'ai oublié les noms sont des femmes et des hommes politiques du siècle dernier - d'un temps où l'on croyait à l'Union européenne, à la monnaie unique, au marché mondialisé... Quant aux jeunes loups début de siècle, ils ont déjà les dents limées.

La VI^e République ? Jean-Luc Mélenchon joue à nouveau avec son fantasme mais si c'est pour revenir au régime d'Assemblée, on ne voit pas en quoi cela mettrait les parlementaires à l'abri de la corruption.

Un référendum sur la moralisation ? Si des mesurettees sont présentées, on criera, non sans raisons, à l'opération plébiscitaire. Il serait préférable que le Parlement, à majorité socialiste, adopte un ensemble de projets de lois qui détruirait le système de corruption et d'évasion fiscale : nationalisation des banques, nationalisations des laboratoires pharmaceutiques, contrôle des changes... On ne fera rien de tout cela. Dès lors que reste-t-il ?

Le pire des aveux, déjà esquissé par Pierre Moscovici en pleine tempête Cahuzac : « *La Commission européenne dit 0,1 %. Je crains que ce ne soit pas loin de ça* » a murmuré le ministre des Finances lors d'un colloque le 4 avril. De quoi s'agit-il ? Du taux de croissance pour l'année 2013, qui devait être de 0,8 % selon le gouvernement et qui sera au mieux celui d'un pays en stagnation. Cela signifie que le chômage va continuer à augmenter.

François Hollande s'est bercé d'illusions. L'homme seul, de plus en plus impopulaire, sera forcé d'en faire l'aveu aux Français. Le peu de crédit qui lui reste sera détruit et il ne pourra mettre en ligne que des équipes usées, déconsidérées, paumées. C'est alors que nous entrerons vraiment dans la tragédie.

Sylvie FERNOY

L'écho des blogs

L'oligarchie et ses frontières.

Nous avons tous entendu que « *les paradis fiscaux seront mis au ban de la communauté internationale* » comme nous avons tous entendu que « *mon adversaire, c'est le monde de la finance* ». Les Présidents changent, l'inaction consentie demeure. Une série d'articles fournit un éclairage sur l'ampleur que l'optimisation fiscale développait en toute légalité dans un monde globalisé mais qui sait trouver ses propres frontières lorsqu'elles demeurent utiles aux oligarques...

Ainsi Martine Orange (1) informe-t-elle qu'« *une étude de l'ancien chef économiste de McKinsey estime que les fortunes cachées dans les paradis fiscaux représentent entre 21 000 et 32 000 milliards de dollars, soit l'équivalent du PIB des États-Unis et du Japon réunis. La Commission européenne évalue à plus de 1 000 milliards d'euros par an l'évasion fiscale en Europe* ». Si le président Hollande veut mener une politique conforme aux intérêts de la France et des Français, n'est-ce pas là qu'il lui faut porter le fer ? Au lieu de décider d'une baisse de la pension des retraités, de l'allocation versée aux familles nombreuses, de réduire le budget de notre armée ou d'augmenter les taux de TVA...

Car les opportunités d'optimisation fiscale offertes par la globalisation financière sont multiples et la fraude fiscale est massive car sécurisée dans quelques lieux sans aucun droit de regard comme aux Bermudes. Et Martine Orange de fournir des exemples.

Ainsi pour une société la localisation de son siège social en Irlande avec pour seul objectif de bénéficier de « *ses 12,5 % d'impôt sur les sociétés (contre 33,3 % en France, 35 % aux États-Unis et 24 % en Grande-Bretagne), le pays offre la taxation la plus légère de l'Union européenne* » ou comme la pratique de la société iTunes SARL, de se localiser au Luxembourg avec pour objectif « *de payer moins de TVA. Le taux exact de TVA dont bénéficie iTunes n'est pas connu, mais il est estimé à 6 %, soit trois fois moins qu'en France (19,6 %)* ». Et encore ce constat sur « *la manipulation des prix de transfert entre filiales basées un peu partout dans le monde permet de rendre déficitaires (ou au moins peu imposables) les succursales basées dans des pays à fort taux d'imposition* ».

Mettre fin à ce pillage serait une mesure urgente et nous attendons toujours la grande réforme fiscale annoncée. Avec de telles mesures, quels signes forts seraient donnés aux Français et aux peuples européens par le président Hollande !

François ENNAT

(1) http://www.mediapart.fr/journal/international/040413/l-offshore-leaks-ebanle-jusqua-francois-hollande?page_article=2

Les têtes changent

Laurence Parisot ne pourra pas, comme elle en avait l'intention, briguer un troisième mandat à la tête du Medef. Quant à la CGT, Bernard Thibault après treize ans de règne passe le relais.

Au Medef, le conseil exécutif le 28 mars dernier a refusé à celle qui présidait aux destinées de la principale organisation patronale depuis 2005 une réforme des statuts qui lui aurait permis de renouveler son bail avenue Bosquet (1). Il appartiendra donc au congrès, en juin prochain, d'élire son successeur. L'éviction de Laurence Parisot n'est pas une surprise en soi. Sa volonté de renouer avec les organisations syndicales, après l'ère Seillière, n'était pas du goût de tout le monde. Elle défendait sans concession et avec conviction les intérêts des entreprises, mais au moins était-elle respectueuse de ses partenaires et de la parole donnée, ce qui n'était pas le cas de son prédécesseur méprisant et condescendant. Ainsi, était-elle considérée comme trop conciliante vis-à-vis du gouvernement et des syndicats par les Medef régionaux et par une importante minorité des dirigeants de l'appareil parisien.

La course à la succession n'a pas encore démarré et les candidats doivent se déclarer avant la fin avril. Déjà, quelques noms circulent ; citons, parmi les plus crédibles, Patrick Bernasconi, Pierre Gattaz et Jean Saint-Geours. Si tous ont pour projet la défense de l'entreprise, de véritables divergences existent entre eux qui correspondent à autant d'approches du rôle qu'ils

souhaitent voir jouer au patronat au cours de cinq prochaines années.

Patrick Bernasconi, président de la fédération patronale des Travaux publics, dirigeait la délégation patronale lors de la négociation sur la *sécurisation de l'emploi*. En digne héritier de Laurence Parisot, il est un ardent défenseur du dialogue social... « *d'abord au niveau de l'entreprise* », s'empresse-t-il de préciser dans un entretien au *Figaro* le 4 avril. Il jouit de l'image d'un homme de consensus, mais son manque de charisme ainsi que la dépendance de son secteur d'activité, qui vit à 75 % des commandes de l'État et des collectivités territoriales, pourrait lui nuire.

D'autant que **Pierre Gattaz**, président du groupe des fédérations industrielles, est le candidat de l'aile dure du patronat. Soutenu par Denis Kessler, ancien numéro 2 du Medef durant le règne d'Ernest-Antoine Seillière et président du très influent club du *Siècle*, il ne cesse depuis quelque temps de fustiger la politique menée par Parisot. Dans un entretien publié par le quotidien *Les Échos* le 26 mars, il présentait les grandes lignes de son programme : « *J'assume un Medef de combat (...) Nous devons être offensifs, fermes vis-à-vis de nos interlocuteurs (...) Depuis huit ans, le conseil exécutif [du Medef] a traité essentiellement de questions relevant du social*

(...) Il s'est très rarement emparé des questions qui concernent directement les entreprises (...) Le paritarisme est une méthode de travail, pas un objectif en soi. »

Enfin, **Jean Saint-Geours**, président de l'UIMM (fédération patronale de la Métallurgie) attend son heure tapi dans l'ombre. S'il finit par se déclarer, c'est qu'il sera certain de l'emporter. Sinon, il sera *le faiseur de roi*. Il a une conception du paritarisme à géométrie variable. Il serait un juste milieu entre ses deux autres concurrents.

Du dernier congrès de la CGT on attendait quelques clarifications quant à la ligne de la centrale après le départ de Bernard Thibault. On doit se contenter d'indices qui pourraient laisser prévoir un durcissement.

Pour comprendre les enjeux du congrès de la CGT, réuni à Toulouse du 18 au 22 mars 2013, il faut remonter à quelque vingt-cinq ans en arrière et à la chute du mur de Berlin. Confrontée à l'échec du communisme, qui a inspiré son action et ses revendications depuis le congrès d'Amiens de 1905, la CGT parvient à mieux négocier son virage que le PCF. Abandonnant le terrain politique, elle se lance avec Louis Vianey, dès le début des années 1990, dans une stratégie de resyndicalisation et promeut une nouvelle génération de cadres.

L'élection en janvier 1999 de Bernard Thibault au poste de secrétaire général, mais aussi les bons résultats obtenus aux élections professionnelles ou prud'homales, et les adhésions nouvelles permettent alors de penser qu'elle pourrait adopter une ligne plus réformatrice. Or, en treize ans de règne, celui qui fut la figure de proue du mouvement social de novembre 1995 n'arrive ni à choisir entre réformatisme et front du refus ni à réformer l'appareil ni à imposer ses choix, comme en 2005 lors du référendum sur le traité européen. Au cours de son dernier mandat (2010-2012), il fait même machine arrière : il s'oppose ouvertement à Nicolas Sarkozy, appelle à voter pour François Hollande, barre la route de sa succession à Éric Aubry, tenant de la ligne réformatrice et candidat appuyé par des fédérations.

Faute d'avoir pu imposer Nadine Prigent, sa dauphine, il finit par se rallier à Thierry Le Paon qui n'est pas réputé pour sa finesse. Une guerre de succession qui, à n'en pas douter, laissera des traces. Son bilan à la tête de la CGT est donc plutôt maigre. D'autant plus que les résultats des élections professionnelles de 2009 à 2012 publié le 29 mars n'est pas à l'avantage de la CGT. Elle demeure certes la première organisation syndicale, mais avec moins d'un point d'avance sur la CFDT (30,6 % contre 29,7). La CGT-FO ne rassemblant que 18,2 %, c'est insuffisant pour s'opposer à l'accord national du 11 janvier sur la sécurisation de l'emploi, contre lequel elle appelle manifester le 9 avril.

Face à l'échec probable de la mobilisation, il lui faudra trouver d'autres chevaux de bataille. Les réformes des retraites à venir ou de l'assurance chômage, ainsi que le durcissement du patronat devrait lui fournir d'autres leviers d'action.

Nicolas PALUMBO

(1) Siècle du Medef à Paris.

Un nouveau directoire mondial ?

Le sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) à Durban repose la question d'une nouvelle organisation du monde.

C avez mort et un pape argentin, la voie est libre pour l'hégémonie du Brésil sur le continent sud-américain. La vision de l'ancien président Lula trouve enfin sa réalisation. Car c'était bien lui qui était à l'origine d'IBAS, le premier regroupement des dirigeants du Sud avant le sommet de l'OMC à Cancun en 2003 : Inde, Brésil, Afrique du Sud. Le sommet de l'environnement (Charte de Rio) à Copenhague le pousse à faire jeu à quatre, appuyé sur la Chine, ce qui devient BASIC. Comment la Russie est-elle entrée ensuite dans ce qui devient BRIC ? C'est obscur mais toujours à Brasilia en 2010, la rencontre consécutive d'IBAS et de BRIC fait entrer d'office l'Afrique du Sud dans BRIC qui devient BRICS. L'Afrique du Sud n'a certes pas la taille économique ni la population des quatre autres, mais elle possède le rayonnement sur la moitié sud du continent africain. Le critère, comme pour le Brésil, est celui de l'*hegemon*, la capacité à développer sa propre influence politique et culturelle autant et plus qu'économique et financière.

L'ensemble ainsi formé est trop hétéroclite pour bâtir un monde alternatif en dépit des intentions affichées : remplacer ou doubler les institutions de Bretton Woods, Banque Mondiale et FMI ne s'improvise pas, et traduit surtout l'échec à s'imposer au sein de leurs instances de direction traditionnellement américaine et européenne. Idem au Conseil de Sécurité dont la réforme est éternellement reportée. Ils font leur chemin néanmoins au niveau

des vice-présidences, ce qui ralentit d'autant leurs velléités de sortie. Unis contre la domination américano-européenne, ils n'en sont pas moins concurrents par ailleurs : Inde et Chine ne se sont pas rapprochées par leur commune appartenance à ces entités.

Le Brésil de Lula - toujours lui - avait pris en 2010 une initiative hardie, peut-être précipitée mais tactiquement jouable, en tentant avec la Turquie une médiation dans l'affaire du nucléaire iranien, là où on ne l'attendait pas. La France avait salué. Chavez s'était invité et avait fait capoter le tout. Mais la percée était significative. La Turquie possède d'ailleurs tous les critères requis pour rejoindre les BRICS, sauf qu'elle est candidate à l'adhésion à l'Union européenne et membre de l'Otan. Elle a donc dû être jugée trop pro-américaine, mais sa participation s'inscrit dans la logique des choses.

L'ambition brésilienne pourrait être remise en cause si les adversaires de Lula et de Dilma Rousseff l'emportaient et revenaient à une ligne pro-américaine. L'Afrique du Sud ne dispose pas des leviers suffisants pour parler haut et fort, même si elle a conquis le secrétariat général de l'Union africaine. L'Inde, depuis la fin de l'ère Nehru, reste accrochée à son non-alignement et à sa vieille relation avec la Russie (qui lui fournit encore la moitié de ses armements). Elle ne semble occupée que d'elle-même et de ses frontières. Elle n'a pas de vision stratégique d'ensemble ni de réelle politique extérieure. Que reste-t-il ? Poutine - qui n'est que Poutine et pas la Russie en soi - et la

Chine - qui est et sera toujours la Chine quel que soit l'empereur rouge de la décennie. Le nouveau ne change rien à l'affaire.

Les BRICS ou n'importe quelle association transversale multipolaire ne sont pas une force, ni une addition de forces. Ils sont une rencontre, ce qui est déjà beaucoup, mais trop peu. Ils sont, si l'on risquait le mot, une soustraction : ce qui échappe à une mondialisation connue par le vocable habituel de **communauté internationale** qu'elle met en question. Finalement ne comptent que les regroupements à caractère géographique, les espaces où s'exerce de proche en proche l'*hegemon* : du Brésil sur l'UNASUR en Amérique latine, de l'Afrique du Sud sur l'Union africaine, de la Russie et de la Chine sur l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghai, sur l'Asie centrale), l'Inde restant un monde en soi, la Turquie un projet d'*hegemon* en voie de (re)constitution, l'Égypte qui vient de poser aussi sa candidature aux BRICS, et à terme si les choses s'arrangeaient, c'est-à-dire sous un autre régime, l'Iran qui aurait, comme par le passé, vocation à un *hegemon* régional. Rien que des anciens empires historiques.

Alors l'Europe retrouverait-elle aussi sa vocation continentale, en voyant tous les autres réussir ce qu'elle avait été la première à tenter : un dépassement des empires.

Yves LA MARCK

ERRATUM

Un lecteur attentif nous écrit : « Une petite erreur dans l'excellent article de Yves La Marck, "Le rouge et le noir", publié dans le dernier numéro de Royaliste (n° 1032). Dom Helder Câmara, évêque de Recife, n'a jamais été créé cardinal. »

BRÈVES

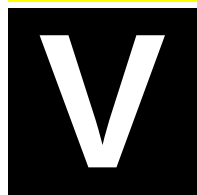
♦ **BHOUTAN** - Monarchie absolue fondée en 1907, le pays est devenu une monarchie constitutionnelle démocratique en 2008 par la volonté du roi Jigme Singye Wangchuck (père de l'actuel souverain) et en dépit de la réticence d'une partie de la population. Aujourd'hui, pour la deuxième fois dans leur histoire les Bhoutanais vont voter lors d'élections législatives, en avril pour le Conseil national (chambre haute du Parlement de 25 membres) et en juin pour l'Assemblée nationale (chambre basse de 47 sièges). Lors de la dernière séance de l'Assemblée nationale sortante, le roi Jigme Khesar Wangchuck a tenu à souligner qu'au cours des cinq ans écoulés : « *les fondements démocratiques ont été renforcés plus que jamais* » et qu'il convenait « *de maintenir un système de démocratie dans lequel les gens pourraient toujours avoir confiance* ».

♦ **SERBIE** - Le prince héritier Alexandre II vient de nommer Emir Kusturica comme nouveau membre du Conseil de la Couronne. « *Je suis très heureux que nous ayons l'occasion de travailler ensemble pour le bien de notre peuple, dans les années à venir* » a déclaré le prince héritier. Comme réalisateur de cinéma, scénariste, producteur, compositeur et acteur, Emir Kusturica a remporté plusieurs prix d'importance mondiale.

♦ **ESPAGNE** - Dans un entretien accordé à l'agence *Servimedia*, Pedro Schwenzer, président de l'*Asociación Monárquica Europea* a souhaité que le roi Juan Carlos démissionne et renonce au trône en faveur de son fils Felipe. Il estime que ce serait une « *solution pratique* » pour restaurer la crédibilité de la monarchie entachée par différentes affaires et affaiblie par les incidents de santé du roi. « *Un renouvellement de la Couronne serait un avantage car le prince Felipe n'a pas d'implication dans les affaires de sa sœur et serait ainsi éloigné de toute suspicion* ». De plus, Pedro Schwenzer fait valoir qu'un changement de génération à la tête de l'État permettrait à la Couronne de « *mieux communiquer avec les gens et surtout les jeunes* ».

♦ **GRANDE BRETAGNE** - Lors d'une cérémonie au château de Windsor pour célébrer les succès du cinéma britannique, la reine, âgée de 86 ans, s'est vu attribuer un Bafta d'honneur (l'équivalent britannique des Oscars) pour son soutien à l'industrie cinématographique et aussi son interprétation surprise de « *la James Bond girl la plus mémorable* ». On se souvient que lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de 2012, la reine avait joué d'une manière totalement inattendue dans un court-métrage aux côtés de Daniel Craig alias James Bond. En lui remettant la trophée, l'acteur Kenneth Branagh lui a affirmé que « *si elle le désirait elle pourrait commencer une nouvelle carrière d'actrice...* ».

Toujours l'idée yougoslave



Voici un peu plus de vingt ans, la dislocation de la République fédérative de Yougoslavie ouvrait une période de sanglants conflits qui aboutirent à la création de nouveaux États. Historien, rédacteur en chef du *Courrier des Balkans*, Jean-Arnault Dérens situe ces événements dans l'histoire de cette partie des Balkans avant d'évoquer la renaissance de

l'idée yougoslave sous diverses formes : yougonostalgie, titostalgie, sentiment d'appartenance à la yougosphère.

■ Royaliste : Qu'appelait-on Yougoslavie ?

Jean-Arnault Dérens : La Yougoslavie a connu plusieurs formes. La Yougoslavie socialiste et fédérale a disparu il y a à peu près vingt ans, elle succédait à la première Yougoslavie, la Yougoslavie royale, née après 1918 selon des idées débattues au siècle précédent. La Première Guerre mondiale entraîne l'effondrement prévisible de l'empire ottoman et celui beaucoup moins prévisible de l'empire des Habsbourg. Les puissances alliées donnent la prime à la Serbie, qui s'est battue dans leur camp, au détriment du Monténégro qui a lutté non moins courageusement : le roi du Monténégro fut assigné à résidence en France pour permettre au roi de Serbie de réaliser la création d'un ensemble qui s'appelle d'abord le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et qui deviendra en 1931 le royaume de Yougoslavie. Les frontières de cette première Yougoslavie sont les mêmes que celles de la seconde Yougoslavie après 1945.

Le royaume des Karageor-gévitch se caractérise par un très grand centralisme, surtout à partir de 1929 mais je veux souligner qu'il y a un énorme malentendu dans la création de cet État. Beaucoup d'intellectuels croates étaient favorables à la création d'un royaume commun aux Serbes, aux Croates et aux Slovènes mais ils n'imaginaient pas que ce nouvel État serait centralisé autour de Belgrade. L'incompréhension entre Belgrade et les intellectuels croates et slovènes s'installe dès 1918...

Autre problème : le royaume inclut des populations qui ne sont pas slaves : Hongrois au nord, Albanais au sud-est, Roms, Italiens sur la côte dalmate, Allemands. Toute la vie politique de la première Yougoslavie est dominée par les questions nationales. Le Parti paysan croate est alors la principale force d'opposition. Le Parti communiste est un autre acteur politique majeur bien qu'il soit mis hors la loi en 1921, alors qu'il avait obtenu 25 % des voix l'année

précédente. Sa ligne dans les années vingt est anti-yougoslave, selon les consignes du Komintern, ce qui lui vaut beaucoup de sympathies parmi ceux qui ne sont pas serbes.

■ Royaliste : Que se passe-t-il après l'attaque allemande de 1941 ?

Jean-Arnault Dérens : Belgrade résiste glorieusement mais l'armée se débande en quelques jours face aux troupes de l'Axe. Le royaume est alors partagé entre plusieurs zones d'occupation - italienne, allemande, bulgare - avec la création en Croatie et en Bosnie-Herzégovine de l'**État indépendant croate** dirigé par le petit groupe des Oustachis qui agit sous protection allemande. En Serbie, un État collaborationniste est également mis en place.

Deux mouvements de résistance apparaissent : les Tchetsniks - l'Armée royale dans la patrie, selon son appellation officielle - formé par des officiers fidèles au gouvernement royal en exil à Londres. Après

1942, les Tchetsniks entrent en compétition avec les Partisans communistes et, perdant du terrain, ils se déplacent de plus en plus vers la collaboration avec les Allemands - mais ils ont aussi collaboré en Serbie orientale avec l'Armée rouge contre les Partisans de Tito.

Du côté des Partisans, qui sont militairement très efficaces, l'état-major est pluriethnique puisque les communistes agissaient avant la guerre sur tout le territoire yougoslave. Sur le plan politique, un projet est très vite défini : celui d'un État socialiste et fédéral qui va rencontrer un écho considérable dans tous les peuples et particulièrement chez ceux qui sont pris entre le marteau et l'enclume : ainsi les Bosniaques qui sont pris entre les Tchetsniks et les Oustachis, ainsi les Croates qui refusent le régime oustachi et qui sont soumis aux exactions des Tchetsniks. De plus, fin 1943, les Anglais abandonnent les Tchetsniks pour soutenir les communistes. Le 29 novembre 1943, la naissance de la Yougoslavie fédérale et socialiste est proclamée lors de la seconde réunion du Conseil de la Résistance à Jajce en Bosnie centrale.

■ Royaliste : Qu'en est-il de ce fédéralisme yougoslave ?

Jean-Arnault Dérens : Le fédéralisme yougoslave est initialement une copie conforme du fédéralisme sovié-

tique. La rupture de 1948 est provoquée par le fait que Tito a une légitimité que ne possède aucun autre dirigeant d'une démocratie populaire. Cependant, le régime yougoslave a connu une très grande plasticité : l'autogestion s'est inventée en marchant et son bilan n'est pas nul. À partir des années soixante, il y a des débats intellectuels qui sont très proches de ceux que l'ont connaît en Europe de l'Ouest et l'on voit bien que la Yougoslavie fait partie d'un monde européen ouvert. Avec une grande fierté, les Yougoslaves pouvaient montrer que leur passeport leur permettait de voyager sans visa dans les pays du bloc socialiste, dans tous les pays du tiers monde à cause du non-alignement et dans tous les pays occidentaux.

Cette liberté culturelle s'accompagnait du monopole de la Ligue des communistes et se heurtait à un tabou majeur : la question nationale. On pouvait critiquer largement le fonctionnement de l'économie et la corruption dans le Parti mais il était interdit d'évoquer le problème des équilibres nationaux. Une des grandes erreurs du titisme a été d'imposer une chape de plomb sur les épisodes de la Seconde Guerre mondiale sans pouvoir empêcher ce qui se disait dans les familles et dans la diaspora : cette fermentation s'est étendue peu à peu et après la mort de Tito elle a emporté le pays tout entier. Mais l'éclatement de la Yougoslavie est aussi, fondamentalement, une conséquence de la fin de la guerre froide : la position neutraliste qui était confortable et qui avait assuré le prestige de la Yougoslavie dans le mouvement des non-alignés n'avait plus de raison d'être.

■ **Royaliste : Après les guerres, l'idée yougoslave n'a pas disparu...**

Jean-Arnault Dérens : En effet, depuis quelques années, on parle de yougosphère et de yougonostalgie.

La yougonostalgie est la nostalgie d'un pays qui n'est plus. Elle a une forme particulière : la tistostalgie. La ville natale de Tito, Kumrovec, est un lieu de pèlerinage incessant - surtout

au mois de mai, qui n'est pas le mois de Marie mais le mois de Tito - alors que la ville est en Croatie. Depuis cinq ans, il y a retour à la tradition de la *stafeta* - la course de relais qui avait lieu à travers la Yougoslavie - et cette course s'achève à Belgrade devant la tombe de Tito. Le grand succès cinématographique de la région est, cette année, un documentaire sur Tito et le cinéma. Il faut se souvenir qu'une des grandes gloires du cinéma yougoslave, c'étaient les films de Partisans et ces films ont toujours un très grand succès aujourd'hui.

Cette nostalgie est commune à des gens qui ont connu la Yougoslavie et à ceux qui ne l'ont pas connue mais qui ont entendu les récits de leurs parents. C'est la nostalgie d'un grand État, puissant et respecté sur la scène internationale. C'est aussi la nostalgie d'une société où l'on vivait mieux qu'aujourd'hui sur le plan économique car les Yougoslaves avaient un pouvoir d'achat très comparable aux moyennes occidentales. Dans les années quatre-vingt-dix, les gens ont connu des salaires de 50 marks dans des économies complètement effondrées. La remontée a été très lente : elle a été effective après l'an 2000 ; vers 2006-2008, dans les grandes villes de l'ancienne Yougoslavie, il redevenait possible de vivre de son salaire, louer un appartement, acheter une voiture à crédit, partir en vacances.

Hélas, tout s'est à nouveau effondré à partir de 2008 : les États de la région ne peuvent boucler leurs budgets qu'avec des crédits du FMI alors que dans les années 2000 les crédits venaient de l'Union européenne qui imposait quelques principes - notamment la lutte contre la corruption qui impliquait qu'on paie correctement les policiers, les juges, les enseignants et les médecins. Aujourd'hui, l'Union européenne a perdu ce rôle de principal bailleur de fonds et de prescripteur politique. Le FMI, quant à lui, n'a qu'une seule préoccupation : réduire les budgets publics donc baisser les salaires des professions dont je viens de parler ; du



■ **La stafeta, course de relais organisée pour le 120^e anniversaire de la naissance de Tito, a traversé toutes les anciennes républiques de l'ex-Yougoslavie.**

coup, la corruption se développe à nouveau. En Serbie, un tiers de la population active était au chômage en 2012. Le Kosovo compte 60 % de chômeurs.

En Serbie, la transition économique s'est faite dans les années 2000 et elle a consisté à vendre toutes les entreprises publiques - sauf le combinat de Bor qui, en raison de la hausse du cours du cuivre, paie de bons salaires et embauche ! Toutes ces entreprises publiques ont été bradées pour une bouchée de pain puis revendues avec profit à des sociétés belges, hongroises, italiennes, suédoises... La Serbie et tous les pays de la région se retrouvent avec une classe d'aventuriers qui risquent la prison. Il est donc normal qu'on soit nostalgique de la Yougoslavie.

Royaliste : Parlons de la yougosphère...

Jean-Arnault Dérens : La yougosphère part d'un constat juste : ce qui a été ne sera plus. Malgré cela, il y a le constat, non moins juste, des innombrables liens entre les pays qui composaient la Yougoslavie. Les livres, les spectacles, les films circulent. Les entrepreneurs des différents pays s'associent pour des affaires qui, je l'ai dit, ne sont pas toujours honnêtes. Malgré les grandes affirmations nationalistes, tout le monde s'entend très bien, surtout pour les affaires.

Cette proximité culturelle et ces relations économiques po-

sent beaucoup de questions sur l'intégration européenne. Certes, tout le monde est aujourd'hui pro-européen mais tout le monde sait que l'intégration n'est pas pour demain, sauf la Croatie qui va rentrer dans l'Union en juillet. Dès lors, la yougosphère peut prendre trois aspects :

- on peut envisager la création de nouveaux cadres régionaux formels ou informels, ce qui n'a jamais été prévu par l'Union européenne. Ce serait un cadre pour l'intégration future ;

- la yougosphère pourrait, si l'intégration ne se fait pas, être une alternative : l'idée n'est plus taboue même si subsiste la langue de bois européenne ;

- il y a enfin de nouveaux paradigmes politiques : on assiste depuis quelques années à l'apparition de nouveaux courants de gauche post-nationalistes, animés par des jeunes gens qui n'ont pas connu les guerres. Les anciennes figures historiques de la gauche, qui sont libérales et pro-européennes, sont vieillissantes et sont prises en porte-à-faux par le délitement de la perspective européenne. Les nouveaux courants de gauche sont hostiles à l'Union européenne et s'inscrivent dans une nouvelle koïnè balkanique - les Croates et les Serbes ayant des liens entre eux et avec les Grecs.

**Propos recueillis par
B. La Richardais**

Sinologie américaine

Après l'Amérique des néo-conservateurs ⁽¹⁾,
Alain Frachon et Daniel Vernet s'attaquent à
une autre paranoïa d'outre-Atlantique : la
puissance chinoise ⁽²⁾.

Chronique d'un choc annoncé, l'ouvrage penche en effet vers la thèse d'un choc inévitable même si les formes qu'il prendra demeurent inconnues. Violent ou pacifique, avec un vainqueur et un vaincu ou un pat comme aux échecs, les auteurs ne se prononcent pas. À la question posée dès la première phrase : « *La Troisième Guerre mondiale commencera-t-elle en Asie ?* », ils se contentent de répondre dans la dernière phrase de l'ouvrage : « *L'épicentre du prochain tremblement de terre est dans le Pacifique.* »

On peut ergoter : troisième guerre ? Certains comptent la guerre froide en trois, la guerre contre le terrorisme en quatre. Nous en serions à la cinquième. Quant au tremblement de terre dans le Pacifique : il a déjà eu lieu, ce fut le tsunami de Noël 2004. Simplement pour dire : ne nous arrêtons pas aux accroches journalistiques de l'introduction et de la conclusion. Les auteurs sont de talentueux vulgarisateurs, nullement vulgaires, qui veulent initier les Français à ce que l'on pense ailleurs, dans les *think tanks* américains et aussi chinois. Cela évite aux Français même haut placés de bronzer idiots pendant les vacances de Noël sous les tropiques.

Le choix du titre *La Chine contre l'Amérique* est tendancieux alors que les auteurs ont pris soin de refléter les réflexions en cours dans chaque

camp. Pourquoi n'est-ce pas *l'Amérique contre la Chine* ? La Chine est-elle a priori l'agresseur ? De Monsieur tout le monde aux vrais experts, eux-mêmes fort partagés, chacun dans le débat en cours y va de sa théorie. Il faut aborder ces considérations sur la Chine avec réticence et scepticisme. Les inconnues sont trop nombreuses.

L'Europe absente de ce conflit peut-elle en rester spectatrice ? La question vaut d'être posée. Après tout, l'Amérique n'est intervenue dans la Seconde Guerre mondiale qu'après avoir été attaquée dans le Pacifique ! Et ses guerres asiatiques, Pacifique, Chine, Corée, Viêt-Nam, l'emportent dans leur mémoire collective sur les combats européens. Pourquoi l'Europe devrait-elle partager les orientations stratégiques des États-Unis ? Ne lui reprochons donc pas trop de ne pas définir une *politique chinoise* ou un *pivot Pacifique*. Quant à la France, elle se range modestement à l'idée qu'elle doit cultiver des partenaires à sa taille : Turquie, Japon, Viêt-Nam. Ce serait déjà bien d'y réussir.

Dominique DECHERF

📖 (1) Alain Frachon & Daniel Vernet - « *L'Amérique messianique, les guerres des néo-conservateurs* » - Le Seuil, 2004, prix franco : 20 €. Voir *Royaliste* n° 844 du 4 octobre [Achat immédiat](#)

📖 (2) Alain Frachon & Daniel Vernet - « *La Chine contre l'Amérique - Le duel du siècle* », Grasset, 2012, [Achat immédiat](#) prix franco : 20 €.

L'histoire commence enfin

L'Histoire n'est pas finie... À peine a-t-elle
commencé. Proposition provocatrice ? Un peu,
sans doute. Mais surtout la conclusion d'un
raisonnement dynamique et convaincant.

En ces temps où justement les fins sont à la mode - fin du monde, de l'histoire, de la morale, et des apéritifs de qualité... -, un livre intitulé très sobrement *Quand l'Histoire commence* ne pouvait qu'attirer notre bienveillante attention. Et notre curiosité ne fut pas déçue, tant la lecture de ce court essai signé Bertrand Badie est stimulante. En une soixantaine de pages, il ne nous propose rien moins que de penser une nouvelle théorie des relations internationales.

Avec la mondialisation, la conception *westphalienne*, prédominante en Occident, et poussée à ses ultimes conséquences par Carl Schmitt avec son irréductible fracture **ami-ennemi**, qui réduisait la scène internationale à une confrontation entre États souverains, s'est trouvée largement dépassée. Face à ce constat, deux attitudes immédiatement possibles :

la première, assez répandue en nos contrées vieillissantes où l'on postule qu'hier était toujours mieux qu'aujourd'hui, consiste à dire qu'en réalité rien n'a changé, que le schéma ancien reste le seul pertinent, et que les réalités nouvelles ne sont à la fois ni nouvelles ni réelles ;

la seconde, c'est celle des disciples de Kojève, et on y reconnaît Francis Fukuyama, elle fait du modèle dichotomique le moteur même de l'Histoire. Celle-ci est le processus par lequel se constitue

des États, des États antagoniques en quête de stabilité. La stabilité s'affirme alors même que se développe une vision commune dans laquelle se dissout l'antagonisme. Plus de carburant pour faire tourner le moteur de l'Histoire, c'en est donc fini de l'Histoire.

En fait, ces deux attitudes se rejoignent en ce qu'elles sont l'une et l'autre une manière de refuser de penser le monde comme il va, en se réfugiant dans le confort douillet des certitudes intellectuelles. Il faut le dire, les relations internationales ne se limitent pas à des relations interétatiques ; de plus en plus elles sont relations intersociales. Mais là encore, attention, et Bertrand Badie nous adjure ici de ne pas succomber à l'**illusion libérale** et croire en une totale désétatisation du champ mondial. Si les États, et singulièrement les États européens ou occidentaux, doivent partager la scène avec d'autres acteurs, qui justement ne partagent ni la même histoire, ni les mêmes finalités, ils n'ont pas pour autant disparu.

Avec l'affirmation de ces nouveaux protagonistes, le jeu devient plus complexe. Mais il se pourrait bien alors, que pour la première fois, il intègre l'humanité tout entière. En ce sens, nous sommes bien les témoins du commencement de l'Histoire.

Patrick PIERRAN

📖 Bertrand Badie - « *Quand l'Histoire commence* », CNRS éd., 64 pages, prix [Achat immédiat](#) franco : 5,50 €.

L'humanité illégitime ?

Déjà Malraux avait posé la question : « *Pourquoi aller sur la lune, si c'est pour s'y suicider ?* » De la part de l'auteur de *La condition humaine*, c'était dans la ligne constante de son propre débat intérieur face au nihilisme. Mais n'était-ce pas aussi l'expression d'un doute inhérent à la modernité elle-même, la promotion de l'homme, dont elle avait fait son projet directeur, explosant en vol à force de douter de sa légitimité ? Malraux parlait pourtant encore au sein d'une culture où l'humanisme de type prométhéen persistait, ne serait-ce que sous sa forme marxisante, celle que le jeune Marx avait définie à l'aune de l'athéisme radical. L'homme était la divinité suprême « *devant laquelle il ne saurait y avoir aucune autre divinité.* » Il en allait de même avec le **grand Être** d'Auguste Comte, dont le fondateur du positivisme avait fait l'objet d'un culte qui devait se substituer à tous les autres. La religion de l'humanité n'a jamais réussi à s'imposer sous les formes un peu caricaturales de son inventeur, mais on aurait tort de sous-estimer l'importance de l'intuition comtienne, d'autant qu'elle est à l'origine de ce qu'on pourrait appeler la légitimité positiviste du monde moderne, celle qui avait remplacé la théologie par la science et le salut par la technique. Oui, mais voilà, tout cela n'est-il pas en voie d'effondrement, non seulement parce que le soi-disant *humanisme athée* s'est révélé inhumain, mais de façon plus radicale parce que l'humanisme tout court est en voie d'extinction faute de substance intérieure apte à le faire survivre ?

Maurice Clavel avait déjà affirmé la mort de cet humanisme, il y a quarante ans, en privilégiant la voie pascalienne, celle d'une refondation spirituelle, les tentatives humanisantes étant vouées à un échec fatal. Rémi Brague reprend complètement le dossier, sous le biais de la rationalité philosophique et sous le coup d'une exigence existentielle que l'on peut qualifier de planétaire : « *L'humanisme exclusif est tout simplement impossible. Non, parce qu'il rendrait l'homme inhumain mais parce qu'il détruirait l'homme au sens le plus plat de ce terme. Lorsqu'on l'abandonne à sa logique interne, il doit se détruire soi-même à plus ou moins long terme. Il est en effet incapable d'apporter une réponse à une question fondamentale : celle du point d'appui.* » Un point d'appui ? Le terme est gros d'une immense charge spéculative. Sur quoi s'appuyer pour prétendre qu'il convient de prendre position « *en faveur de la continuation de l'aventure humaine ou de son interruption* » ? On trouvera peut-être intempestive cette façon d'insister sur une détermination métaphysique que beaucoup voudraient laisser à la conscience individuelle. Mais comment y échapper alors qu'elle est posée par les choix fondamentaux du présent ? Et d'abord par celui de la persistance de l'humanité !

Le positivisme avait voulu éradiquer la métaphysique, en délégitimant la *pourquoi* au profit du *comment* mais le *pourquoi* se réinvente aujourd'hui avec une singulière insistance, dès lors que des décisions vitales sont en jeu. Il est vrai que Gunther Anders, qui anticipait bien des hantises de Rémi Brague au point de s'interroger sur *l'obsolescence de l'homme*, ne voulait pas s'abandonner à la métaphysique. Il privilégiait la philanthropie, c'est à dire le simple amour du semblable. C'était

déjà la position de Dostoïevski, qui faisait dire à Aliocha Karamazov qu'il faut aimer la vie avant de prétendre lui trouver un sens. Mais le philosophe ne peut se satisfaire de cette sorte d'agnosticisme. C'est ce qu'Hannah Arendt appelait le grand fait de la natalité qui est prioritaire. Vaut-il vraiment la peine d'assurer la survivance de l'espèce en projetant dans l'existence des enfants sur fond d'incertitude absolue ?

Rémi Brague, tout en partageant complètement le diagnostic de Gunther Anders, choisit résolument le chemin de la métaphysique. Ce faisant, il annonce la publication d'un énorme ouvrage qui serait intitulé *Le Règne de l'homme* et dont le présent essai serait une sorte de satellite. C'est dire à quel point il s'agit d'une ambition spéculative de grand style, parce qu'à la mesure du défi qui s'offre à nous. On pourrait à son propos recourir à la formule de Sartre, s'interrogeant pour savoir si l'homme est une passion inutile, car c'est toute une tendance récurrente que celle qui consiste à faire le procès d'un être qui s'estime supérieur et qui ne pourrait être qu'un prédateur nuisible et dangereux. Le philosophe envisage ce procès en le restituant à l'histoire des idées. Il constate, en effet, qu'il s'est produit un *détricotage de l'humanisme* après que celui-ci ait été porté à l'incandescence de l'auto-divinisation et de l'autonomie de l'individu. Répudiation du maître et possesseur de la nature, condamnation du prédateur, fin de l'exception humaine avec la revalorisation du règne animal. Tout l'échafaudage s'effondre, notamment sous les assauts de l'écologie profonde, qui ne craint pas d'envisager la disparition de cette espèce présomptueuse, pour que Gaïa retrouve son innocence originelle.

Mais cet effondrement s'annonçait de longue date. On peut en saisir des repères ici et là dans l'Antiquité. Au Moyen Âge, les *frères sincères*, au sud de l'Irak, mettent en question la domination de l'homme sur les animaux. Plus tard, en Russie, le poète Alexandre Blok ne craint pas de se réclamer de l'*anti-humanisme*. Certains de ses accents évoquent le premier Nietzsche, celui de *La naissance de la tragédie*, en guerre contre le socratisme rationaliste, pour mieux mettre en évidence le génie dionysien. À quoi peut bien aboutir ce rejet de « *l'homme éthique, politique ou humain, au profit de l'avènement de l'homme artiste* » ? On retrouvera des analogies de cette métamorphose chez les futuristes italiens et les expressionnistes allemands.

Deux chapitres importants sont consacrés à deux penseurs essentiels, dont l'interprétation de l'humanisme moderne garde quelque chose d'énigmatique. Je ne puis que les signaler, non sans affirmer que Rémi Brague y atteint une profondeur et une pertinence dans la critique sur un domaine trop mal exploré. Qu'est-ce que ce Dieu prétendu mort et précipitant la mort de l'homme ? « *Il vaudrait la peine de retracer la généalogie de ce dieu saisi à travers les catégories de force (et non de charité), de sacré (en non de sainteté) et de valeurs (et non de Bien).* » Impossible d'échapper au questionnement métaphysique décisif. L'homme nouveau, le surhomme, l'être au-delà de l'humain, qui est-il, s'il n'a pas le point d'appui déjà signalé ? La conclusion de l'essai, d'une extrême densité, se propose une sorte de coup de force à l'encontre de cette modernité qui a organisé la disparition de ce qu'elle avait promue au sommet. N'est-ce pas le moment de la révoquer, non pas en ses aspects réellement positifs, mais en replaçant au centre *l'ordre d'être*, qui ne s'entend pas sans la primauté du Bien qui l'éclaire et le justifie ? Retour au Moyen Âge, comment l'entendait déjà Berdiaev ? Pourquoi pas, dès lors que, contrairement aux préjugés, la modernité nous aurait mené à l'extinction de l'homme, par déni de sa légitimité.

■ Rémi Brague - « *Le propre de l'homme - Sur une légitimité menacée* », Flammarion, prix franco : 21 €. [Achat immédiat](#)

par Gérard Leclerc



Romney

L'indifférence affichée par Barak Obama pour l'Europe et la France pourrait laisser penser que son adversaire aux élections présidentielles américaines, qui a effectué deux ans de prosélytisme en France à la fin des années soixante, présente en creux un intérêt pour nous.

Rien de tout cela. Mitt Romney qui appartient à une famille patricienne (son père a été un candidat malheureux à l'investiture républicaine), apparaît en fait comme un homme certes chaleureux mais sans vision. Brasseur d'affaires (il a fait fortune en rachetant et restructurant des entreprises), ce mélange de Bernard Tapie et de Christine Boutin pense qu'un pays se gère comme une entreprise et qu'un peuple se mène comme une assemblée de croyants.

Tout en affichant des valeurs conservatrices, il se montre pragmatique, c'est-à-dire sans convictions, au point de passer pour une girouette. La médiocrité et l'extrémisme des autres candidats républicains lui ont permis de s'imposer comme un modéré apte à menacer le président sortant malgré le handicap de sa religion (même les mouvements protestants, si influents dans le camp conservateur, se méfient des mormons).

Et quand il évoque la France, c'est pour la citer comme un exemple du déclin qui menace l'Amérique obamienne. Son accès à la course pour la Maison Blanche ne révèle rien d'autre que la platitude du camp républicain.

Ugo PULIESE

📖 (1) Gérald Olivier - « *Mitt Romney - Pour le renouveau du mythe américain* », Éd. Jean Piccolle, prix franco : 23,50 €. [Achat immédiat](#)

L'auteur, journaliste à *Valeurs Actuelles* aurait été mieux inspiré en s'abstenant de décrire Obama comme « issu de mélange des races (ayant) bénéficié de la générosité du système éducatif. »

Marie-Antoinette

Le Procès de la Reine pose la question de la difficulté voire de l'impossibilité de la biographie.

S i Raphaël Dargent place son ouvrage, au demeurant fort agréable à lire, sur le plan de la neutralité - ni hagiographie d'une reine martyre, ni œuvre de détestation de l'*Autrichienne* pour mieux glorifier la Révolution -, le lecteur ne s'en trouve pas moins placé devant les difficultés du genre. L'auteur lui-même en connaît les limites au point de prévenir dès l'introduction : faire l'histoire d'un individu ne peut être entièrement neutre et l'objectivité reste un vœu pieux. Comme toutes les biographies, *Le Procès de la Reine* n'évite pas les écueils de la position personnelle et tombe parfois dans quelques spéculations bien peu historiques (ainsi les fantasmes d'une jeune femme sexuellement délaissée par ce bon gros futur Louis XVI tiennent assurément de la pure reconstruction).

Passés ces défauts inévitables, l'ouvrage ne manque pas d'intérêt. Son titre d'abord reflète parfaitement les vues de l'auteur. Le procès de la reine est à prendre à double sens : procès d'une femme, d'une reine, d'une vie (d'où l'impossible neutralité) ; procès judiciaire qui conduira, comme on le sait, l'infortunée à la guillotine. Sa construction ensuite, qui permet de suivre la trame d'une vie : élaboré comme un procès pénal (et politique), avec accusation, arrestation et condamnation, l'ouvrage est divisé en une vingtaine de pièces, à charge

et à décharge, jusqu'au rasoir national.

La dimension politique de la biographie enfin : la vie de Marie-Antoinette, telle que présentée par Raphaël Dargent, qui évite la foison de détails des événements historiques, s'inscrit dans un contexte et en traduit l'essence politique, au sens large du terme. La reine prise dans l'étiquette et les coteries de Versailles, autrement dit dans une culture politique qui n'est pas celle de Schönbrunn, le poids de l'opinion publique, si important pour comprendre la fin de l'Ancien Régime et le début du processus révolutionnaire, ses attitudes face à la Révolution, tout cela forme un travail pertinent.

Domage que, *in fine*, la relation du procès de Marie-Antoinette ne soit pas le plus percutant des passages ; procès politique évidemment, comme tous ceux traités par un Tribunal révolutionnaire précisément fondé à dessein. Peut-être aurait-il été bon de replacer ce procès dans le fonctionnement même de cette institution, dresser des comparaisons avec des procès disons plus ordinaires pour mieux en montrer - peut-être ? - le caractère exceptionnel ? On sait que contrairement au procès de Louis XVI, celui de Marie-Antoinette n'est pas des plus respectueux des normes en vigueur au niveau de son instruction.

L'auteur mentionne juste la conformité de la sentence avec

le caractère reconnu de complot et de trahison, conformément au Code pénal révolutionnaire. Sans doute ce passage méritait-il davantage qu'un simple compte rendu de procès.

Aurions-nous condamné Marie-Antoinette ? La condamnons-nous encore ? La dernière reine de la monarchie absolue était-elle coupable ou innocente ? Telles sont les questions que pose finalement Raphaël Dargent. Sont-ce bien là des interrogations essentielles ? N'est-ce pas donner libre court à l'anachronisme et à une sorte de *lecture réalité* trop à la mode dans le monde télévisuel pour être convaincante ? Pour autant, l'ouvrage pose ce qui est assurément la clef de la courte vie d'une reine prise entre la fin d'un monde, celui d'un absolutisme de droit divin qui a bien été le système légal, et reconnu pendant deux siècles comme légitime et moderne (replacé dans son contexte), et la mise en place d'un nouveau fondé sur la souveraineté nationale et populaire, fruit d'un coup d'État, mais ne pouvant qu'exister par la violence révolutionnaire sous peine de disparaître.

Lire *Marie-Antoinette*, c'est donc s'interroger sur la nature profonde de la politique et à l'heure de ces lignes, cette démarche ne peut-être qu'un noble exercice.

Éric WENZEL

📖 Raphaël Dargent - « *Marie-Antoinette - Le procès de la Reine* », Paris, Grancher, 2012, prix franco : 21 €. [Achat immédiat](#)

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (10 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 6 €).

● **Mercredi 17 avril** - Comment « **Juan Carlos d'Espagne** » est-il devenu roi ? Né en exil, éduqué sous l'égide de Franco alors que son père le comte de Barcelone est l'adversaire décidé du Caudillo, le jeune prince est considéré comme le « fils » du dictateur et il semble promis à une très brève existence politique. Pourtant, Juan Carlos parvient à forger discrètement sa personnalité et ses convictions - si bien qu'il saura imposer la démocratie et

briser la tentative de coup d'État de 1981.

Pendant trente ans, la monarchie a semblé bien accordée à l'Espagne. Mais la crise détruit la société espagnole et menace l'unité du pays au moment où la succession approche... Nous avons demandé à **Laurence DEBRAY**, historienne, diplômée de la Sorbonne et d'HEC, auteur d'une toute récente biographie du roi d'Espagne, de nous aider à bien comprendre la relation entre Juan Carlos et le peuple espagnol et d'éclairer la situation présente, afin que nous puissions mesurer les périls qui pèsent sur cette nation et sur ses institutions.

● **Mercredi 24 avril** - Invité régulier de nos réunions, **Jacques SAPIR** est directeur d'études à l'EHESS et professeur à l'École d'Économie de Moscou. Spécialiste de l'économie russe et observateur attentif du chaos qui a suivi l'effondrement de l'Union soviétique, ses travaux sur la théorie économique classique, sur les relations économiques internationales, sur la crise financière et sur la crise de

l'euro lui permettent de dénoncer les effets des mesures d'austérité.

Alors que François Hollande assurait que la crise de l'euro était derrière nous, l'effondrement de la Grèce, la crise chypriote, l'impasse politique italienne, la situation dramatique de l'Espagne et du Portugal montrent que la « monnaie unique » est en pleine tourmente et que la France est confrontée à la désindustrialisation et aux effets pervers des politiques macroéconomiques.

Voici, encore et toujours plus, « **L'industrie française au risque de l'euro** » : comprendre la « monnaie unique », prévoir le déroulement ultérieur de la crise de l'euro, trouver l'issue de cette crise, c'est poser les conditions d'un redressement industriel qui nous est indispensable.

● **Mercredis 1^{er} mai et 8 mai** - Pas de réunion en raison des vacances de printemps.

● **Mercredi 15 mai** - Ancien élève de l'ENA et docteur en sciences de gestion, professeur des Universités et con-

seiller scientifique du Coordinateur à l'intelligence économique, **Claude ROCHET** a publié de nombreux ouvrages sur le gouvernement, la stratégie de l'État, l'innovation... L'an dernier, il a traduit et préfacé le livre d'Erik Reinert, entrepreneur norvégien et économiste hétérodoxe qui explique « *Comment les pays riches sont devenus riches, pourquoi les pays pauvres restent pauvres* ».

Frappées par les guerres commerciales et les guerres monétaires, de très nombreuses nations européennes sont victimes de la désindustrialisation, du chômage et de la pauvreté. Ce constat nous est familier mais il est toujours plus urgent de présenter les solutions générales qui permettront d'éviter de nouvelles destructions. Dans l'esprit du colbertisme, dont Erik Reinert s'inspire, il faut « **Sortir du libre échange** » et appuyer le développement économique sur de nouvelles analyses et sur une expérience historique aujourd'hui négligée.

ADHÉSION

Rappelons que l'adhésion à la N.A.R. est indépendante de l'abonnement au journal et que les cotisations sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que ce montant n'est qu'indicatif et que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun. La question financière ne devant pas devenir un obstacle à l'adhésion à la N.A.R.

Nous engageons vivement ceux de nos lecteurs qui ne

sont pas encore adhérents et qui partagent l'essentiel de nos convictions à **prendre leur carte**. C'est encore la manière la plus utile de nous aider, de renforcer la N.A.R., de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Formulaire et renseignements pratiques sont disponibles sur notre site internet ou également un simple appel téléphonique (01.42.97.42.57) et nous vous enverrons la documentation nécessaire.

RAPPEL

Notre journal *Royaliste* paraît tous les quinze jours sous deux formes : une édition sur papier et une édition électronique au format PDF. L'envoi des deux versions est compris dans le prix de l'abonnement. Nous demandons donc à ceux de nos lecteurs qui ne l'auraient pas encore fait de nous transmettre leur adresse courriel afin que nous puissions leur adresser la version électronique.

LIBRAIRIE

Notre service librairie est à votre disposition pour vous fournir non seulement les ouvrages mentionnés dans *Royaliste* mais également n'importe quel livre (à la condition qu'il soit encore disponible chez l'éditeur et que vous ne soyez pas trop exigeants quant à la rapidité...). N'hésitez pas à faire appel à nos services. Nous assurons également la recherche d'ouvrages épuisés (sans garantie de succès...). Faites-nous part de vos désirs.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet :
<http://www.narinfo.fr> (Informations et actualités)
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

Demande d'abonnement d'essai

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées et **bénéficier d'un abonnement de trois mois gratuit**, remplissez le bulletin ci-dessous

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation et un abonnement gratuit de trois mois. Bulletin à renvoyer à :

« **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Le problème allemand

La politique allemande s'affirme dans l'Union européenne avec une violence croissante. L'agression subie par les peuples grec et chypriote est d'une brutalité inouïe. Au Portugal, en Espagne, en Italie, l'idéologie et les méthodes allemandes sont en train de provoquer des catastrophes. En France, le gouvernement accepte de se soumettre aux injonctions de l'Allemagne, dont les conséquences seront de plus en plus désastreuses. Je dis bien l'Allemagne car c'est elle qui inspire les dirigeants de la Banque centrale européenne et qui domine l'Eurogroupe. En Grèce, au Portugal, à Chypre, la Troïka est le bras armé de l'Allemagne, haïe comme telle.

J'écris ces lignes avec regret. Quand l'Allemagne unifiée a trouvé sa pleine souveraineté après avoir signé le traité de Moscou du 12 septembre 1990, elle a abandonné tout projet d'impérialisme ethnolinguistique et nous pouvions espérer qu'elle apporterait désormais une contribution paisible et démocratique à l'équilibre des ensembles européens. Cet espoir n'a plus lieu d'être. Il n'a pas été détruit par des ressentiments et des haines que nous aurions trop longtemps étouffés mais par la politique allemande : celle de la Chancellerie, du gouvernement, des principaux partis politiques allemands. Politique égoïste, nationaliste, qui cette fois ne conduira pas à l'affrontement militaire - l'Allemagne a renoncé à l'arme nucléaire dont la France dispose - mais qui est d'une insupportable violence monétaire, économique et financière.

Cette violence, le peuple allemand en est lui-même vic-

time car ses dirigeants mènent une politique de classe qui enrichit les riches et accable une grande partie de la population : 16 % des Allemands vivent sous le seuil de pauvreté en raison de la déflation salariale. Le faible taux de chômage est un leurre quand des millions de travailleurs vivent dans la précarité avec des salaires à 400 euros en attendant de toucher des retraites de misère. La compétitivité allemande ne signale pas des qualités supérieures ; elle résulte des



bas salaires, de l'insécurité sociale et des délocalisations industrielles en Europe centrale - où des Tchèques, des Slovaques, des Hongrois sont payés à minima.

Comme l'Allemagne exporte principalement dans la zone euro, elle peut y imposer, sans inconvénient pour elle, le dogme de la monnaie forte. Ce faisant, elle exporte sa violence. Comme les dévaluations sont impossibles, les pays qui ont adopté l'euro reprennent les recettes allemandes ou se les laissent imposer par la Troïka : rigueur budgétaire, baisse du pouvoir d'achat, baisse de la protection sociale puis baisse des salaires dans l'espoir de relancer

l'exportation. Ainsi fixé, l'objectif est absurde : tous les pays ne peuvent devenir exportateurs les uns vers les autres et la baisse de la demande conjuguée à la baisse des dépenses publiques engendre la récession.

En exportant sa violence, l'Allemagne reçoit de la haine en retour - celle des Grecs, des Espagnols, des Portugais qui ne supportent pas d'être sacrifiés. C'est ainsi que l'Allemagne a détruit le projet d'intégration européenne qui semblait être le sien. Et le début de la crise chypriote a montré que l'Allemagne récusait tout principe de solidarité : Berlin ne veut pas payer pour sauver des banques étrangères et des États surendettés. Les gouvernements inféodés - y compris le gouvernement français - devront durcir des mesures de rigueur qui, on le voit en Grèce, finissent par détruire la société.

L'Allemagne profite, avec un parfait cynisme, des effondrements économiques et sociaux qui bouleversent l'Europe du Sud. De plus en plus nombreux, des Grecs, des Espagnols et des Portugais s'exilent dans cette Allemagne en déclin démographique qui a grand besoin de jeunes déjà formés. Et comme l'Allemagne importe de l'Est de la main d'œuvre à bon marché - y compris pour les prestations sexuelles - le pays prédateur gagne sur tous les tableaux. Gain provisoire, car les produits allemands trouveront de moins en moins preneurs dans une zone monétaire en récession et guetée par la dépression.

L'issue n'est pas dans la surenchère nationaliste mais dans une sortie de l'euro accompagnée de dévaluations massives qui feront comprendre à Berlin qu'il faut repenser les relations entre nations européennes.

Bertrand RENOUVIN